Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque
et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle

CADRE HARMONISE

Au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun	Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë courante en mars-mai 2022 et projetée en juin-août 2022	Créé en mars 2022

Principaux résultats pour les zones touchées par l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

Consommation alimentaire : demeure globalement satisfaisante pour la majorité des zones. Toutefois, elle est déjà très dégradée sur une majeure partie du territoire mauritanien, au Burkina Faso (en particulier dans les régions du Centre Nord, de l'Est et du Sahel), au Niger dans la quasi-totalité des régions et dans quelques zones au Tchad et la Sierra Leone. Sur plus de 1,000 zone analysée, la consommation alimentaire est en Phase 1 pour environ 43% de zones, en Phase 2 pour 43%, en Phase 3 pour 14% et en Phase 4 pour 1%. Une détérioration des résultats de la consommation alimentaire est attendue pour la période projetée.

Evolution des moyens d'existence : les ménages dans la majorité des zones analysées font recours aux stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence considérée comme « sous pression » (43% des zones) ou en « crise » (34% des zones). Le recours aux stratégies de crise à pire est surtout observé dans les zones affectées par l'insécurité civile, mais aussi dans des zones relativement stables et moins touchées par l'insécurité. En Mauritanie, au Sierra Leone et au Tchad, les proportions des ménages ayant recours à des stratégies de crise à pire sont élevées ce qui témoignent d'une pression forte sur les ménages dans ces 3 pays.

Nutrition : le statut nutritionnel est en détérioration dans plusieurs pays spécifiquement

La campagne agricole 2021/2022 indique une baisse de la production céréalière régionale de 2,2% comparativement à l'année dernière, mais en légère hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2,75%). Les baisses de productions sont plus accentuées dans les pays du Sahel comparativement au pays du Golfe de guinée. Les pays les plus touchés sont : le Niger (-37%), le Mali (-15%), le Burkina Faso (-10%), la Gambie et le Tchad (-9%). Ces baisses conduisent à un épuisement précoce des stocks alimentaires des ménages dans les zones déficitaires et les exposent ainsi à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sans précèdent. En plus de cela, les tensions sécuritaires ne favorisent pas l'approvisionnement des marchés dans les zones affectées par l'insécurité.

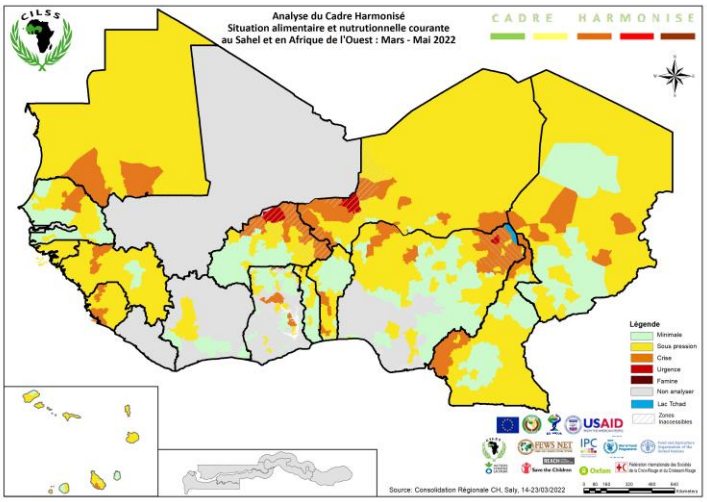
Les niveaux d'accès aux aliments se dégradent dans la région en lien avec des niveaux de prix exceptionnellement élevés et des revenus encore affectés par le ralentissement économique et les effets résiduels de la pandémie de la COVID-19. Ces hausses atypiques sont globalement étendues à toute la région mais sont particulièrement marquées au Nigeria, au Ghana, au Burkina Faso, au Niger, en Mauritanie, au Sierra Léone, au Libéria, au Togo et au Bénin. Il est important de noter par ailleurs que cette tendance haussière des prix déjà existante sera exacerbée par la crise Ukrainienne étant donné l'importance de l'Ukraine et de la Russie dans les échanges des céréales et des oléagineux sur les marchés mondiaux. Aussi, les coûts de l'énergie atteignant un niveau record, augmenteraient les frais de transport aussi bien pour le fret international qu'à l'intérieur des pays dans les prochains mois et contribueraient à accroitre davantage la tension sur les prix de denrées de base ainsi que des intrants agricoles.

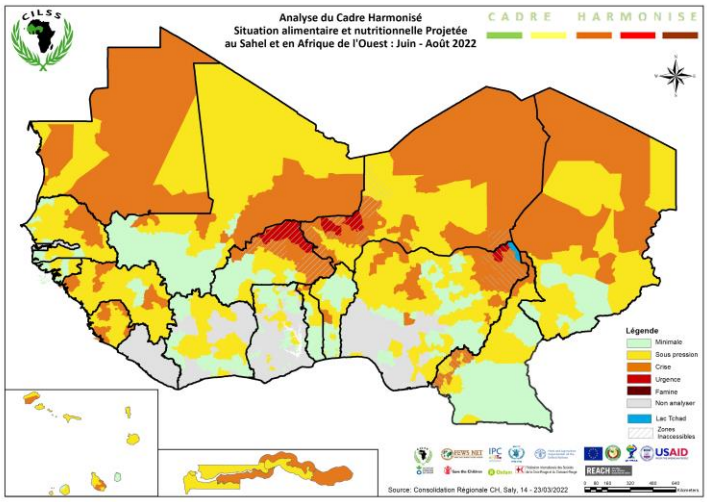
Auparavant localisée dans les zones du bassin du Lac Tchad, du Liptako Gourma, et du nord Mali, l'insécurité s'étend sur l'ensemble des zones de ces pays, en particulier au Burkina Faso, au Mali, au Niger,et au Nigeria. Cette situation occasionne des déplacements importants avec plus de 5 millions de personnes déplacées interne (PDI) dont 1.8 millions au Burkina, 300,000 au Niger, plus de 2 millions au Nigeria et 400,000 au Mali et au Tchad) et la fermeture de plusieurs marchés, centres de santé et d'écoles.

Les éleveurs sont confrontés à l'arrivée précoce de la période de soudure pastorale qui se traduit par une diminution des disponibilités de fourrage et de ressources en eau de surface. Les mouvements des troupeaux et l'accès au pâturage restent contraints par l'insécurité dans une grande partie de la bande sahélienne, le bassin du lac Tchad, la zone des trois frontières (Burkina Faso – Mali – Niger), avec l'extension récente de l'insécurité aux zones nord du Benin. La fermeture des frontières avec le Mali impacte négativement sur la mobilité des troupeaux et sur les filières d'exportation. Les éleveurs Mauritaniens

au Mali et au Tchad où ils atteignent les seuils d'urgence pour de nombreuses aires de santé. Les niveaux de la malnutrition aiguë sont également dégradés dans les zones d'insécurité civile au Burkina Faso, au Niger, du Tchad et au Nigéria. La diversité alimentaire dans les ménages et chez les enfants de moins de 2 ans et des femmes enceintes et allaitantes reste faible dans la majorité des pays, cet état de fait ne favorise pas une amélioration de l'état de nutritionnel. L'accès à l'eau potable demeure un challenge dans la plupart des zones analysées. Les prévalences de la malnutrition aiguë, atteignent le seuil d'alerte dans les zones péri-urbaines d'Ouagadougou et Houet (Burkina Faso).	subissent un déficit de la biomasse disponible et se déplacent de manière précoce et importante vers les zones de pâturage du Sénégal. La situation nutritionnelle est très préoccupante dans la région surtout dans les zones de trois frontières du Sahel à cause de l'effet conjugué de la dégradation de la situation sécuritaire en lien avec la fermeture des centres de santé et de prise en charge nutritionnelle, la perturbation des programmes nutritionnels en cours, l'augmentation du nombre des populations déplacées dans la région et surtout à la situation alimentaire précaire. Les résultats des enquêtes de vulnérabilité en milieu urbain (Burkina Faso) qui a collecté les données anthropométriques décrivent une situation assez précaire de la malnutrition en milieu urbain et les analyses IPC AMN montrent aussi des situations de malnutrition aiguë globale en phase 3 dans plusieurs localités au Tchad, au Burkina Faso, au Mali. Les résultats de l'enquête SMART rapide révèlent une situation nutritionnelle précaire à l'extrême ouest du Niger et dans certains départements de Diffa et de Tahoua.

Cartes courante et projetée





Principaux résultats de l'analyse

Combien de zones sont identifiées en insécurité alimentaire et nutritionnelle et où sont-elles localisées ?

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité

Pays	# zones analysées	Nombre de zones situation courante : mars-mai 2022					# zones analysées	Nombre de zones en situation projetée : juin-août 2022				
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	77	25	41	11	0	0	77	44	32	1	0	0
Burkina Faso	47	22	15	9	1	0	47	12	19	11	5	0
Cabo Verde	22	4	17	1	0	0	22	2	16	4	0	0
Côte d'Ivoire	8	5	3	0	0	0	23	9	14	0	0	0
Gambie	0	0	0	0	0	0	8	0	5	3	0	0
Ghana	60	36	19	5	0	0	60	40	19	1	0	0
Guinée	33	1	29	3	0	0	33	1	27	5	0	0
Guinée Bissau	8	1	7	0	0	0	8	5	3	0	0	0
Libéria												
Mali	0	0	0	0	0	0	56	27	17	12	0	0
Mauritanie	48	0	32	16	0	0	48	0	12	36	0	0
Niger	75	5	48	21	1	0	75	0	39	34	2	0
Nigeria	459	188	221	49	1	0	459	109	268	79	3	0
Sierra Leone	16	0	13	3	0	0	16	0	10	6	0	0
Sénégal	45	30	13	2	0	0	45	12	29	4	0	0
Tchad	69	21	40	8	0	0	69	12	33	24	0	0
Togo	37	17	19	1	0	0	37	20	13	4	0	0
Total SAO	1004	355	517	129	3	0	1083	**293**	**556**	224	10	0
Cameroun	58	11	31	16	0	0	58	27	20	11	0	0
Total SAO et CMR	**1062**	**366**	**548**	**145**	**3**	**0**	**1141**	**320**	**576**	**235**	10	0

Le résultat de l'analyse de la situation courante (mars – mai 2022) révèle que sur un total de 1 062 unités administratives analysées dans l'ensemble de la région, 145 sont en crise (phase 3) et trois actuellement en urgence (phase 4) : la LGA de Gubio dans l'Etat de Borno, au Nigéria, la province du Soum dans la région du Sahel au Burkina Faso et le département de Abala dans la région de Tillaberi au Niger. La situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader pendant la période projetée (juin –août 2022) marquée par la soudure alimentaire pour les pays de la partie septentrionale de la région. Ainsi, sur un total de 1 141 zones analysées, 235 seraient en crise (Phase 3), réparties dans tous les pays de la région, à l'exception de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Bissau. Aussi, l'analyse a révélé que 10 zones fortement affectées par l'insécurité civile seraient en urgence (Phase 4) : 5 au Burkina Faso (la province de Loroum dans la région du Nord et celles de Oudalan, Séno, Soum et Yagha dans la région du Sahel), 3 au Nigéria (les LGA de Abadam, Gubio et Mobbar dans l'Etat de Borno) et. 2 au Niger (le département de Abala et la partie inaccessible du département de Ouallam, dans la région de Tillaberi). Par ailleurs, l'augmentation des zones analysées en situation projetée s'explique principalement par la prise en compte de l'analyse projetée du cycle de novembre 2021 de la Gambie, du Mali et de plusieurs zones de la Côte d'Ivoire.

Estimation des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Situation courante : mars-mai 2022

En situation courante (mars-mai 2022), plus de 30,2 millions de personnes sont classées en phase crise à pire dans l'ensemble des 15 pays concernés. 89% de ces populations sont réparties dans 7 pays : Nigéria (14,5 millions), Niger (3,3 millions), Cameroun (2,9 millions), Burkina Faso (2,3 millions), Tchad (1,3 millions), Sierra Leone (1,3 million) et Bénin (1,2 millions). Au total, plus de 70 millions de personnes sont en phase sous-pression. Il faut souligner qu'à lui seul le Nigeria abrite près de la moitié (48%) des personnes en phase crise à pire de la région. Par ailleurs, on retrouve

près de 1,6 millions de personnes en urgence (phase 4), principalement au Nigéria, au Burkina Faso, au Cameroun, et au Niger (tableau 2).

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation courante (Mars–Mai 2022)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	12 915 000	8 934 565	2 754 478	1 183 139	42 818	-	1 225 957
Burkina Faso	21 253 895	14 458 619	4 428 829	2 042 708	323 739	-	2 366 447
Cabo Verde	483 628	346 464	106 666	29 421	1 076	-	30 497
Côte d'Ivoire	7 076 154	5 415 303	1 354 894	305 957	-	-	305 957
Ghana	5 578 246	4 258 382	905 166	377 680	37 018	-	414 698
Guinée	11 165 931	6 624 475	3 549 277	982 982	9 197	-	992 179
Guinée Bissau	1 328 669	847 615	349 610	131 444	-	-	131 444
Mauritanie	4 359 275	2 360 421	1 320 311	636 099	42 444	-	678 543
Niger	24 933 140	15 302 083	6 296 720	3 113 618	220 720	-	3 334 338
Nigeria	159 066 021	111 486 331	33 124 641	13 894 715	560 334	-	14 455 049
Sierra Leone	8 605 845	4 356 911	3 019 208	1 212 898	16 829	-	1 229 726
Sénégal	17 738 771	14 106 021	3 083 750	548 280	720	-	549 000
Tchad	15 800 188	11 466 246	3 040 129	1 257 856	35 958	-	1 293 813
Togo	5 855 852	4 375 805	1 143 498	336 548	-	-	336 548
Total SAO	**296 160 615**	**204 339 240**	**64 477 177**	**26 053 345**	**1 290 852**	**-**	**27 344 197**
Cameroun	26 553 619	17 605 479	6 082 234	2 612 054	253 853	-	2 865 906
Total SAO et Cameroun	**322 714 234**	**221 944 719**	**70 559 411**	**28 665 399**	**1 544 705**	**-**	**30 210 104**

SITUATION PROJETEE : Juin - août 2022

Plus de 40,7 millions de personnes (tableau 3) pourraient être affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire dans les 17 pays sous revue, marquant une augmentation de plus de 10,5 millions des personnes par rapport à la période courante. Le nombre de personnes en crise ou pire dépasserait le million dans 8 pays avec près de 19,5 millions au Nigéria, 4,4 millions au Niger, 3,5 millions au Burkina Faso, 2,4 millions au Cameroun, 2,1 millions au Tchad, 1,8 millions au Mali, 1,6 millions en Sierra Léone et 1,2 millions en Guinée. Au demeurant, près de 88,7 millions de personnes seront en phase sous pression. Par ailleurs, environ 2,9 millions de personnes seraient en urgence (phase 4) dans plusieurs pays dont principalement au Nigeria (1 176 459), au Burkina Faso (628 464), au Niger (425 805), au Cameroun (185 150), au Mali (156 560) et au Tchad (101 289).

Tableau 3 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (Juin-Août 2022)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	12 915 000	9 766 619	2 318 231	806 329	23 821	-	830 150
Burkina Faso	21 253 895	12 468 940	5 331 444	2 825 046	628 464	-	3 453 510
Cabo Verde	483 628	299 473	138 062	43 003	3 090	-	46 093
Cote d'Ivoire	16 059 751	12 294 031	3 103 718	662 002	-	-	662 002
Gambie	2 455 839	1 642 345	606 782	199 751	6 962	-	206 712
Ghana	5 578 246	4 504 385	794 700	262 348	16 812	-	279 160
Guinée	11 165 931	6 115 433	3 831 210	1 198 458	20 830	-	1 219 288
Guinée Bissau	1 328 669	1, 009,990	245,587	73,092	-	-	73,092
Mali	21 696 914	15 444 742	4 411 105	1 684 507	156 560	-	1 841 067
Mauritanie	4 359 275	2 045 401	1 434 953	795 603	83 317	-	878 921
Niger	24 933 140	13 217 392	7 313 342	3 976 601	425 805	-	4 402 406
Nigeria	159 066 021	98 827 486	40 785 231	18 276 846	1 176 459	-	19 453 305
Sierra Leone	8 605 845	3 426 662	3 573 464	1 579 319	26 400	-	1 605 719
Sénégal	17 738 771	12 913 552	3 943 944	872 421	8 855	-	881 275
Tchad	15 800 188	9 674 973	4 026 354	1 997 572	101 289	-	2 098 861
Togo	5 855 852	4 321 152	1 145 660	389 040	-	-	389 040
Total SAO	**329 296 965**	**207 972 576**	**83 003 788**	**35 641 937**	**2 678 663**	**-**	**38 320 601**
Cameroun	26 553 619	18 450 741	5 689 589	2 228 138	185 150	-	2 413 288
Total+Cameroun	**355 850 584**	**226 423 318**	**88 693 378**	**37 870 075**	**2 863 813**	**-**	**40 733 889**

Facteurs déterminants et limitants

DANGERS ET VULNERABILITE

Plusieurs facteurs contextuels affectent la sécurité alimentaire des ménages dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Les principaux facteurs déterminants incluent l'insécurité, les conflits et déplacements forcés de populations, les chocs climatiques et économiques au niveau régional et mondial, ainsi que les épidémies et épizooties, et les effets résiduels de la pandémie du Covid-19. Ces facteurs ont un impact négatif moyen à fort sur la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence ainsi que la nutrition.

L'insécurité persiste dans la zone des trois frontières dans le Sahel Central, le bassin du Lac Tchad, et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. Au nord-ouest du Nigéria, la présence de bandits armés perpétue un climat d'insécurité qui affecte les moyens d'existence et l'accès à la nourriture. De plus, on note une extension de l'insécurité vers de nouvelles zones, y compris le sud du Burkina Faso et les zones nord des pays du Golfe de Guinée. Selon ACLED, près de 5,500 évènements violents ont été enregistrés dans la région en 2021, qui ont causé la mort de plus de 27,500 personnes – une augmentation de 12% par rapport à l'année 2020, et de près de 60% par rapport à 2019. Les évènements violents et les déplacements forcés de populations affectent les moyens d'existence, et perturbent les flux commerciaux et la mobilité des personnes – y compris la transhumance pastorale – ainsi que l'accès aux services de base dû à la fermeture et aux dysfonctionnements des structures sanitaires, des écoles et des marchés. L'insécurité entraine aussi une baisse de l'accès humanitaire dans les zones affectées par les conflits : réduction de l'espace humanitaire et limitation de l'accès à l'aide pour les populations.

Au-delà de l'insécurité, les chocs climatiques et économiques affectent la sécurité alimentaire des ménages. La saison des pluies en 2021 a été marquée par des déficits pluviométriques et une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies, ce qui a impacté la production agro-pastorale. En particulier, cela affecte certains pays de la bande Sahélienne, y compris la Mauritanie qui fait face à une crise pastorale importante ou le Niger, qui a connu des baisses significatives de production. Les déficits de production fourragère dans le nord de la bande Sahélienne entrainent des mouvements précoces de troupeaux et prolongent la soudure pastorale, tandis que la soudure agricole est précoce dans beaucoup de zones de la région en raison de la baisse des productions agricoles.

La situation économique reste une préoccupation dans l'ensemble de la région, avec une flambée généralisée des prix des denrées de base, et des taux d'inflation élevés dans certains pays, y compris la Sierra Leone, le Ghana et le Nigéria. Le contexte régional et international continue d'affecter la situation économique, y compris à travers les sanctions politiques et économiques imposées sur certains pays, ainsi que l'impact de la crise Ukrainienne, qui pourrait entrainer une hausse ultérieure des prix sur les marchés internationaux, particulièrement les prix et disponibilités de produits agro-alimentaires, des engrais, du carburant et de l'assistance humanitaire. Enfin, la région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est encore en train de se remettre des effets de la pandémie du Covid-19, qui a mené à une augmentation de l'extrême pauvreté, et fait face à des épidémies et épizooties, y compris la grippe aviaire au Burkina Faso.

DISPONIBILITE

La production céréalière régionale au titre de la campagne agricole 2021-2022 s'établi à 70,02 millions de tonnes, enregistrant une baisse de % par rapport à la moyenne quinquennale. La production de tubercules a progressé de 5,4% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Notons que la production a été globalement satisfaisante dans les pays du golfe de guinée et sur la façade ouest de la région. Cependant, des baisses ont été observées dans les pays du Sahel de l'ordre de 16% comparativement à la campagne précédente particulièrement au Niger (-38%), au Mali (-15%), au Burkina Faso (-10%) et aux Tchad (-9%).

La situation pastorale est inquiétante. En effet, les déficits fourragers provoqués par la faible pluviométrie impact sur l'embonpoint du cheptel dans la bande sahélienne. De plus la persistance de la crise sécuritaire limite et perturbe la

mobilité des troupeaux et provoque des pressions sur les ressources fourragères et hydriques dans les zones accessibles, fragilisant ainsi les écosystèmes.

Pour la période juin-août, la disponibilité alimentaire sera dégradée dans la bande sahélienne en général, et particulièrement dans les zones affectées par les conflits. Toutefois elle connaitra une amélioration avec le début des récoltes dans les zones méridionales de la plupart des pays du Golfe de guinée et au Cameroun.

ACCES

L'on note en cette période une hausse générale des prix des denrées de base à savoir les céréales, les légumineuses, les huiles atteignant un niveau atypique avec des impacts négatifs considérables sur la consommation alimentaire dans toute la région mais plus particulièrement dans des zones de crise et en sous pression particulièrement le Sahel Central, le lac Tchad. Cependant, l'effet positif de la vente de certaines denrées de rente sur le revenu des ménages semble être observé dans certaines zones du Sénégal, de la Guinée, du Nigeria et du Sud du bassin du lac Tchad.

En situation projetée, il est redouté des impacts négatifs très significatifs sur la consommation alimentaire et les moyens de subsistance de manière générale avec quelques exceptions dans la partie sud notamment les zones à pluviométrie bimodale. Cette hausse atypique des prix des denrées locales pourrait être accentuée par la hausse importante du prix de certaines céréales d'importation grandement consommées dans les centres urbains, couplé à la volatilité des prix des carburants sous l'influence de la crise Ukrainienne.

UTILISATION

La situation nutritionnelle est particulièrement préoccupante cette année, et une détérioration est attendue pendant la période de soudure dans la Région d'Afrique de l'Ouest et particulièrement au Sahel. En effet, de nombreux facteurs aggravants menacent la consommation alimentaire, ainsi que les moyens d'existence des populations vulnérables, limitant directement leur accès à une alimentation nutritive et saine dont le coût moyen reste élevé par rapport au pouvoir d'achat. L'insécurité dans certaines zones, et particulièrement au Centre-Sahel, dans le Bassin du Lac Chad, et au nord Cameroun, continue d'entraver l'accès de millions de personnes aux services sociaux de base, engendre des déplacements massifs de populations et ne permet pas d'assurer des pratiques alimentaires optimales. Cette situation de crise complexe corrélée aux analyses de consommation alimentaire et analyses IPC-AMN réalisées dans certains pays du Sahel et au Nigeria montre une situation de crise voire d'urgence en période courante comme en période projetée.

STABILITE

Les déficits de production alimentaire et fourragère enregistrés impactent négativement la stabilité de la disponibilité alimentaire et les conditions d'accès aux aliments. En effet pour la situation courante, les effets de la soudure pastorale mettent à mal les moyens d'existence des pasteurs dans les zones sahéliennes. Toutefois les conditions d'accès et de disponibilité sont plus favorables dans les parties Sud de la région.

Pour la situation projetée, les analystes anticipent sur des impacts négatifs devant affecter la disponibilité alimentaire et l'accessibilité. En effet, les prévisions saisonnières augurent d'une campagne déficitaire avec de longues séquences sèches. En outre le conflit Ukraine-Russie constitue également une menace pour l'approvisionnement en engrais dans la sous-région. La flambée des prix depuis l'avènement de la Covid19 et exacerbée par le renchérissement du prix du pétrole, réduit le pouvoir d'achat et met sous pression les moyens d'existence. La crise sécuritaire qui prévaut dans la région continue de perturber le fonctionnement des marchés et des centres sanitaires.

Méthodologie et difficultés de l'analyse

- Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées du 28 février au 24 mars 2022 dans les 14 pays de la région, et au Cameroun. Pour ce cycle, la Gambie, le Liberia et le Mali n'ont pas conduit d'analyses Cadre Harmonisé par manque de données sur les indicateurs de résultats. Il en est de même pour certaines zones en Côte d'Ivoire et au Ghana. Néanmoins, du fait de l'existence des projections déjà établies lors du cycle d'octobre 2021, les résultats de la Gambie, et du Mali ont été intégrés dans la situation projetée lors de la consolidation régionale. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux sous la facilitation des membres du Comité Technique Régional du CH.

- Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (score de consommation alimentaire, score de diversité alimentaire des ménages, indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence (ISAME), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB), des analyses IPC AMN et des données de mortalité (TMM5, TBM). Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, insécurité, assistance, etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'informations nationaux.

- Les analyses nationales ont été revues et validées par le Comité Technique Régional du CH lors de l'atelier de consolidation, tenu du 14 au 24 mars 2022 à Saly au Sénégal. Ceci a permis de contrôler la qualité des analyses pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et leur validation. Ont pris part à ces travaux en présentiel : les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, de l'IPC/GSU, du JRC-EC, d'OXFAM, du PAM, et de Save the Children.

- Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives à :
    - Une maîtrise insuffisante de la méthodologie et outils d'analyse du CH (convergence des preuves, analyses et estimations des populations) dans les pays du Golfe de Guinée
    - Des difficultés de compréhension sur les conditions de mobilisation et modalités d'utilisation des protocoles spéciaux sur les zones inaccessibles
    - Une insuffisance des données de facteurs contributifs, notamment sur les prix dans certains pays, et sur la prise en compte de l'assistance alimentaire,
    - Des insuffisances dans le respect, par certains pays, du calendrier des analyses, initialement établi par le Comité Technique afin de pouvoir mobiliser des coaches et facilitateurs.

Recommandations

Au terme des analyses, les recommandations suivantes sont formulées :

A l'endroit des Gouvernements des pays de l'espace CILSS/CEDEAO

- Fournir une assistance immédiate aux populations en phase crise ou pire à travers des interventions d'urgence adaptées tels que les programmes de transfert monétaire, vente à prix modérés, distributions

gratuites ou conditionnelles, et mise à échelle d'un paquet intégré de prévention et de traitement de la malnutrition

- Assurer un suivi rapproché de l'évolution du contexte et des prix pour adapter les modalités d'assistance et éviter d'amplifier les risques sur les prix et le renchérissement des denrées alimentaires ;
- Renforcer les actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire notamment pour les populations en phase « sous pression » à travers l'appui en intrants et équipements agricoles, facilitation de l'accès au crédit et aux marchés entre autres ;
- Renforcer les interventions de prévention et de prise en charge de la malnutrition, en particulier chez les enfants de moins de 5 ans et chez les femmes enceintes et allaitantes, où les prévalences de la malnutrition aiguë indiquent des taux d'alerte ou d'urgence;
- Assurer une veille rapprochée sur la situation zoo-sanitaire du cheptel dans des zones à vocation pastorales ayant enregistrée une recrudescence des maladies animales;
- Prendre les dispositions utiles et pertinentes pour appuyer d'avantage le processus de collecte et d'analyse des données au niveau régional afin de faciliter la production et la mise à disposition des preuves par la Cellule d'Analyse, deux semaine au plus tard avant le début des sessions d'analyse ;
- Faire un suivi de la crise sociopolitique et le retour des personnes déplacées internes dans les zones de conflits ;
- Prendre des mesures urgentes pour anticiper les probables répercussions de la crise Ukrainienne sur les problèmes d'accès à une alimentation suffisante et nutritive particulièrement pour les couches les plus vulnérables (pauvres et très pauvres) aux niveaux régional et national. Pour ce faire, il faudra d'ores et déjà mettre en branle un mécanisme pour stabiliser les prix des denrées alimentaires, en particulier les denrées de base ; y compris le suivi de l'approvisionnement alimentaire humanitaire et des perturbations potentielles des chaines d'approvisionnement ;
- Diversifier l'approvisionnement alimentaire pour les pays qui dépendant directement des importations alimentaires en provenance d'Ukraine et de la Fédération de Russie
- Renforcer les mesures et les actions qui visent à faciliter davantage l'accès humanitaire aux zones inaccessibles/difficiles à atteindre afin de fournir une assistance à ceux qui en ont le plus besoin ;
- Prévoir des crédits budgétaires pour soutenir la mise en œuvre des activités du CH aux niveaux national et étatique. Dans ce sens, des dispositions adéquates devraient être prises pour la conduite d'évaluations de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les États afin de renforcer la crédibilité des résultats du CH.

A l'endroit des Organisation inter-Gouvernementales (CILSS, UEMOA, CEDEAO)

- Soutenir/promouvoir davantage les programmes d'autonomisation visant à renforcer les actions de résilience des ménages les plus exposées à l'insécurité alimentaire, particulièrement celles classifiées en sous pression et qui nécessitent des appuis dans leurs moyens de subsistance ;

- Adopter le Cadre Harmonisé comme outil de planification de la réponse et de formulation de politiques par les gouvernements, les agences humanitaires et les ONG pour relever les défis alimentaires et nutritionnels des populations et des zones en situation d'insécurité ;

A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- Soutenir la mise en œuvre d'interventions vitales d'assistance alimentaire, d'interventions préventives et curatives de malnutrition, et de transferts monétaires inconditionnels (paquet de protection sociale) aux populations vulnérables dans les zones touchées ;
- Maintenir le soutien conjoint pour la conduite en temps opportun des évaluations de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin d'assurer la fourniture de données quantitatives et qualitatives pour l'analyse CH, en particulier dans les États les plus touchés par l'insurrection, le banditisme et d'autres formes de chocs et aléas où les déplacements de population restent prononcés;
- Poursuivre l'accompagnement des Etats dans leurs efforts pour la mise en œuvre des recommandations suite aux résultats de l'analyse CH, en particulier en ce qui concerne les populations et les zones identifiées comme étant à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Contacts

Baoua Issoufou
Expert Analyste en Cadre Harmonisé
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54
E-mail : Issoufou.baoua@cilss.int

Sy Martial Traoré
Expert Analyste en marché, chef DSAM
Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 97 15 78 82
E-mail : Martial.traore@cilss.int

Partenaires Techniques	European Commission, Food and Agriculture Organization of the United Nations, FEWS NET, IPC, Action Against Hunger, OXFAM, Save the Children, unicef pour chaque enfant, IFRC, WFP World Food Programme
Partenaires Financiers	CEDEAO, UEMOA, USAID, IsDB Islamic Development Bank